Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

Hors-série | 2018

Subjectivités face à l'exil

Le philosophe et l'exilé de Calais : construire l'agir-ensemble

Entretien avec Étienne Tassin

The Philosopher and the Exile of Calais: Acting Together

Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/jda/7575>

DOI : 10.4000/jda.7575

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2018

Pagination : 19-29

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky, « Le philosophe et l'exilé de Calais : construire l'agir-ensemble », *Journal des anthropologues* [En ligne], Hors-série | 2018, mis en ligne le 15 décembre 2018, consulté le 06 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/jda/7575> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.7575>

LE PHILOSOPHE ET L'EXILÉ DE CALAIS : CONSTRUIRE L'AGIR-ENSEMBLE

Entretien avec Étienne TASSIN
réalisé par Marie-Caroline SAGLIO-YATZIMIRSKY*

Ce texte est le produit d'un dialogue écrit entre Étienne Tassin (professeur de philosophie politique à l'université Paris Diderot) et Marie-Caroline Saggio-Yatzimirsky (anthropologue à l'INALCO, psychologue clinicienne) entre février et décembre 2018. Le point de départ surgit d'une confrontation des regards sur la situation des migrants dans la « jungle » de Calais. En effet, lors d'une conférence sur les « Réfugiés : entre urgence du soin et suspension politique » (Université Paris Diderot, 24 février 2017) Étienne Tassin avait présenté sa proposition sur « La condition migrante », laissant émerger un certain nombre de perspectives sur les subjectivités, les temporalités de l'exil et le positionnement du philosophe politique. Nous avons, par souci de clarté, regroupé les interventions par grands thèmes et présentons l'ensemble sous la forme d'un entretien, comme l'avait souhaité Étienne Tassin disparu le 6 janvier 2018, qui préparait aussi à travers ses réponses cet article pour le *Journal des anthropologues*.

Le choix des catégories

Marie-Caroline Saggio-Yatzimirsky – Migrants, demandeurs d'asile, réfugiés, exilés : comment nommer ces hommes et ces femmes sans les réduire à des catégories ? Le risque de toute catégorie n'est-il pas d'enfermer des populations dans des cadres identitaires au service de politiques migratoires, et d'empêcher d'entendre ainsi le sujet ?

* ANR LIMINAL / CESSMA (Centre d'études en sciences sociales des mondes africains, américains et asiatiques), – Inalco-Paris Diderot-IRD, Maison de la recherche Inalco, 2 rue de Lille – 75007 Paris
Courriels : marie-caroline.yatzimirsky@inalco.fr

Quelle catégorie te semble-t-elle la plus juste pour appréhender ces hommes, ces femmes, ces enfants que tu as rencontrés à Calais ?

Étienne Tassin – L'usage prévaut très généralement dans les milieux concernés par les étrangers dits sans papier ou en situation irrégulière qu'on appelait il y a encore peu des migrants de nommer ces personnes des exilées, et donc les situations qu'elles portent ou créent avec elles : des exils. Il serait erroné de penser que ce terme dit mieux et plus véritablement que « migrants » ce que sont ces personnes, ce qui caractérise leur situation, ce qui les distingue d'autres passeurs de frontières. Il peut même, en raison de son emploi historique, prêter à confusion, soit qu'on lui prête une sorte de neutralité euphémisante et généralisatrice, soit qu'on entende au contraire par son emploi marquer ce qu'il y a d'inévitablement politique dans les situations de migrations transfrontalières imposées, résignées ou choisies. Mais ce terme est en usage aujourd'hui et cet usage est sans ambiguïtés.

On sait pourquoi cette évolution eut lieu si rapidement. Après ladite « crise des réfugiés » de l'été 2015, médias et politiques, mais aussi bien des professionnels de la migration et l'Administration publique, avaient fini par fixer dans le langage une distinction anthropologiquement infondée et politiquement irrecevable entre migrants dits économiques et réfugiés dits politiques, comme si les premiers s'exilaient de leur propre chef et les seconds sous l'effet d'une violence politique. La catégorie juridique, aussi ambiguë soit-elle, et aussi ambigu soit le statut de réfugié, réserve le terme à celles et ceux qui quittent leur pays en raison des pressions et menaces qu'ils y subissent, qu'on considère comme politiques. Il est aisé d'en exclure celles et ceux qui fuient pour des raisons économiques au motif que leur liberté ne serait pas menacée. Cet argument ne tient évidemment pas. Qui peut raisonnablement contester que l'impossibilité dans laquelle des individus se retrouvent de pouvoir assurer leur subsistance et celle de leur famille, impossibilité qui les condamne à une pauvreté mortelle, ne constitue pas une atteinte à la liberté aussi grave que les persécutions subies sous la terreur des régimes dictatoriaux ou des idéocraties

fanatiques. Qui pourrait feindre de croire que la violence économique qui ravage des populations entières est de moindre importance que les exactions commises par des États voyous et des milices terroristes ?

Enfin, on doit noter que le terme « réfugié » est lui-même ambigu pour ne pas dire contradictoire. Car on nomme « réfugiés » non pas ceux à qui un refuge est accordé mais ceux qu'on juge en droit d'y prétendre. Or l'octroi effectif de ce « refuge » est sérieusement restrictif, au point que la plupart desdits « réfugiés » se voient refuser protection subsidiaire et droit d'asile et perdent le titre de réfugié sans même en avoir jamais bénéficié.

Pour toutes ces raisons, l'emploi du terme exilé est préférable à tout autre. D'un côté, il évite des ambiguïtés et des mésusages dommageables ; d'un autre, il correspond à une situation existentielle qui témoigne du sens de l'existence et tend à effacer la frontière arbitraire et sans fondement entre « eux » (supposés migrants) et « nous » (supposés résidents attestés). Si l'exil est, comme le dit admirablement l'étymologie, un saut hors de sa situation (*ex-salire*), soit hors de soi et hors de son monde, alors toute existence est de l'ordre d'un exil, assumé, contrarié, dénié ; et tout exil est une manière d'exister. Or le sort réservé aux exilés témoigne d'un oubli de cette condition commune : interdits d'accès, chassés, incarcérés ou expulsés, leur condition d'existence est comme redoublée négativement par le refus politique de leur reconnaître cette commune condition en les blâmant d'être ce que nous sommes en réalité également. Seuls les exilés de l'intérieur procèdent avec tant d'évidence au rejet des exilés de l'extérieur alors qu'ils ont en commun, les uns et les autres, d'être exilés. La seule chose qui les différencie est que les premiers se sont installés, implantés, enracinés et s'enorgueillissent d'être assignés à résidence dans les frontières illusoires d'une identité communautaire (généralement nationale), tandis que les seconds, chassés de leurs pays et souvent d'eux-mêmes, de leurs histoires, et privés de leurs identités en même temps que de leurs communautés d'appartenance,

sont en quête des conditions territoriales et politiques d'une subjectivation ex-identitaire.

Subjectivité et témoignage

M.-C. S.-Y. – Comment travailles-tu, comme philosophe, sur la réalité de l'exil ? Lorsque tu construis ta réflexion à partir de ton expérience de Calais, ne te trouves-tu pas face à une forme de réalité complexe extrêmement déroutante, inquiétante, difficile à théoriser ? Comment le philosophe parvient-il à traduire son expérience, et surtout comment choisit-il ce qu'il va en proposer ?

É. T. – Un philosophe [...] doit inévitablement nourrir sa réflexion d'expériences. Or, qui a fait l'expérience de ce qu'on a appelé la « Jungle » de Calais sait que derrière l'image d'un bidonville abandonné des pouvoirs publics et réunissant dans des conditions extrêmement précaires, difficiles et dangereuses, des exilés s'efforçant chaque nuit de gagner l'Angleterre, se laisse percevoir une autre réalité, celle d'une vie collective, d'interactions sociales transnationales et de subjectivations politiques inédites. C'est à partir de cette expérience et de ce qu'elle nous apprend que nous pouvons argumenter à la fois la proximité des conditions exilaires et humaines et les ressorts politiques de l'existence qu'elle fait apparaître.

La question de l'expérience est cependant complexe. Car il y a d'une part l'expérience en première personne et d'autre part ce qu'il convient d'en faire philosophiquement. Ce qui procure une double interrogation. À la question de l'expérience proprement dite – qu'éprouve-t-on, qu'observe-t-on et comment l'interprète-t-on ? – s'ajoute une autre question qui décide de la première : de quoi convient-il de témoigner ? Car ce que l'on dit d'une telle expérience s'insère, qu'on le veuille ou non dans d'autres discours publics, politiques et médiatiques qu'on ne peut dissocier d'une préoccupation politique. Aussi ne s'agit-il pas de rendre compte d'une expérience comme si celle-ci comportait une valeur de vérité indiscutable, mais de se demander quel sens politique prend un témoignage et quelle cause sert-il ? [...]. Une philosophie est

politique par sa manière de penser avec les autres, certainement pas par sa posture théorique ni par ses objets supposés déjà étiquetés « politiques ».

M.-C. S.-Y. – Tu parles de témoignage et de préoccupation politique. Appréhendes-tu ton travail de philosophe sur la situation des exilés de Calais comme une action politique ?

É. T. – Quel est l'imaginaire, sinon les fantasmes, dont se nourrissent les discours médiatiques et qu'ils confortent de manière insistante et sans aucune réserve critique ? Les « migrants » sont triplement stigmatisés : il sont diabolisés, victimisés, prolétarisés. *Diabolisation* : à Calais comme ailleurs, ils sont présentés comme un danger qui menace les citadins, les femmes, les enfants, les emplois, les valeurs, les « idéaux », « la nation », « l'identité française », parfois même la pureté de la « race ». Une horde de barbares incultes et terrifiants menace d'envahir l'Europe. *Victimisation* : partout où ils arrivent, apparaissent des êtres épuisés, hagards, malmenés, démunis, sales, qui ont tout perdu. Abandonnés de tous, livrés aux passeurs qui les exploitent et aux forces de l'ordre qui les repoussent, réduits en esclavage en Libye, condamnés à la prostitution, prêts à tout pour survivre, poussés aux extrêmes de la déchéance, ils n'ont plus rien d'humain que leurs malheurs. Ils composent ainsi l'effroyable portrait d'une humanité déchuée condamnée à ce que certains nomment sans y réfléchir à la suite de Giorgio Agamben « la vie nue ». *Prolétarianisation* : armée de réserve du capital international, ces êtres tenus par le travail et ses revenus sont malléables à merci, ils sont à la disposition des puissances économiques qui peuvent les employer sans contrat de travail et les licencier sans plans sociaux au gré des besoins. Le capital les aspire en Europe, les États de l'Union transforment cette main-d'œuvre exploitable à merci en manne pour le *xénophobie business* et font d'une pierre deux coups : on en use pour l'économie parallèle et on renforce grâce à eux les pouvoirs militaro-policiers d'États devenus incapables de promouvoir politiques publiques et politiques sociales.

Va-t-on conforter ces imaginaires imbéciles, pauvres et convenus, en relatant après tant d'autres la misère de vies accablées,

en insistant sur les malheurs, les difficultés, éventuellement les violences subies dans les campements et commises envers d'autres migrants comme envers de braves citoyens agressés ? Va-t-on se plaindre à nouveau qu'ils sont en situation irrégulière et qu'ils coûtent cher à l'État, qu'ils sont l'objet de tant de perfidie humaine et même de la part des compagnies républicaines de sécurité, qu'ils sont causes d'un chômage que l'État ne sait pas résorber ? Ou va-t-on au contraire témoigner de ce qu'ont d'exceptionnelles leur puissance d'agir, leur capacité à surmonter les obstacles, leur endurance à survivre et à avancer malgré les frontières transformées en murs, malgré les passeurs transformés en exploiteurs ou en esclavagistes, malgré les forces de l'ordre utilisées par la République comme des milices fascistes ? Va-t-on témoigner non de leur résilience, qui est pourtant admirable, mais de leur habileté à faire société dans les pires conditions, à transformer un bidonville en une économie fonctionnelle et efficace, à se doter d'institutions pérennes dans des situations de précarité extrêmes, et surtout à faire monde ensemble, elles et eux qui parlent tant de langues différentes et que peu savent traduire, elles et eux qui honorent des dieux rivaux, elles et eux qui appartiennent à des communautés parfois en guerre, elles et eux qui sont soumis à la clandestinité, contraints aux manœuvres pour échapper à l'exploitation comme à la domination, exposés aux périls permanents, pris dans une vertigineuse déterritorialisation et détemporalisation de leurs existences ? Va-t-on enfin témoigner de leur extraordinaire capacité à agir collectivement, à se conduire politiquement (c'est-à-dire à ne pas céder à la violence en retour de celle subie quotidiennement), à faire preuve de civisme et d'esprit public, à penser et à agir en vue du monde à venir et non en souvenir des mondes abimés et perdus ?

L'action et l'agir-ensemble

M.-C. S.-Y. – Tu fais ressortir la puissance d'agir des exilés et sa dimension politique. N'est-ce pas le philosophe avec toute sa subjectivité qui interprète ainsi une situation d'exil à Calais et des conditions de survie des migrants ? Ce n'est en effet pas

nécessairement ce que ferait ressortir l'anthropologue ou le psychologue de son expérience des exilés à Calais.

É. T. – Faire ressortir l'agir-ensemble des migrants est en effet ce qu'une certaine philosophie politique choisit de valoriser. [...]. Ce qui ressort de notre expérience est ce que nous constatons et que nous tentons d'élucider avec nos moyens conceptuels comme d'autres le font avec les leurs. Et ce que nous constatons est que là où l'on décrit une jungle avec tout ce qu'il y a de péjoratif dans l'emploi de ce terme, il y a non une jungle mais une ville, une organisation, des institutions, une vie collective *quasi* autogérée, des services « publics », des échanges non seulement économiques mais politiques et culturels. Ce que nous constatons, c'est que le besoin dit fondamental de vivre, voire de survivre, a donné naissance, dans les pires conditions qu'on puisse imaginer, à une urbanité, au double sens du terme en français – vie dans les villes et vie courtoise, vie civile – qui indique que la pyramide des besoins établie par Maslow se révèle inappropriée. Loin de supposer une hiérarchie des besoins, les exilés démontrent que les besoins les plus spirituels ou les plus politiques sont aussi importants sinon plus que les besoins vitaux élémentaires. Car ce qui frappe toute personne côtoyant quelques temps les exilés dans la « Jungle », ce n'est pas tant la présence des commerces, nécessaires à la satisfaction des besoins élémentaires de nourriture, ce n'est pas tant les lieux de cultes, nombreux et fréquentés, la nourriture céleste étant aussi indispensable que la nourriture terrestre, mais c'est la présence d'une bibliothèque, d'écoles, de plusieurs centres d'art, de cafés où se rencontrer, de discothèques même, qui sont comme autant de signes d'une sociabilité développée, organisée, cultivée, qui ne s'en tient pas aux partages hérités (les ethnies, les langues, les dieux) mais se dote d'infrastructures communes détachées des besoins dits primaires et transversales aux appartenances et aux identifications communautaires.

Si on considère la situation des exilés avec un peu de recul, on doit convenir qu'ils se trouvent contraints à quitter leurs demeures pour trois types de raisons, pour les trois à la fois ou pour une

combinaison de deux d'entre elles : soit ils sont privés de travail et donc des moyens d'assurer leur subsistance (privation de la liberté élémentaire de vivre) ; soit ils sont privés de leur autonomie de pensée (privation de liberté culturelle de la part de pouvoirs idéocratiques) ; soit ils sont privés de leur capacité d'action (privation de liberté politique de la part de pouvoirs dictatoriaux). Ce qui signifie qu'ils sont dépossédés d'une, de deux ou des trois dimensions qui composent un monde : monde des ressources économiques (travail), monde des accomplissements culturels (œuvre), monde des initiatives politiques (action). Ils sont donc atteints dans les trois conditions de l'existence humaine : la vie, l'appartenance-au-monde, la pluralité (Arendt, 1983¹). Ce que nous apprend alors l'urbanité des « jungles », c'est que les exilés savent se redonner collectivement les conditions qui composent une humanité mondaine ou un monde humain : en agissant avec d'autres ils reconquièrent une liberté détruite par les pouvoirs en place, légaux ou non ; en œuvrant à l'édification d'une société, ils rétablissent une liberté détruite par l'isolement, l'errance, le dénuement. La pluralité peut y être encore ressource d'actions collectives et solidaires et pas seulement de fuites individuelles ; l'édification des commerces, des lieux de culte, des services, des écoles, des bibliothèques ou des centres d'art est encore propice à une manière d'œuvrer qui ressource une appartenance-au-monde. Mais aussi, à l'inverse, on voit bien que le défaut d'emploi, l'absence d'inscription dans les mondes du travail, prive l'existence des ressources fondamentales et la livrent à une prostitution généralisée à laquelle certains et plus souvent certaines ne peuvent pas échapper. Chercher à travailler est une nécessité ; c'est aussi un droit fondamental lié à la condition vitale dont dépendent nos capacités d'œuvrer et d'agir.

Or la vie dans la « jungle » révèle que dans la pire situation de détresse, sous le coup des pressions exercées par les passeurs et sous le coup de répressions exercées par les forces de l'ordre, les exilés

¹ Arendt H., 1983. *Condition de l'homme moderne*. Paris, Calmann-Lévy.

sont encore capables d'œuvrer et d'agir alors même qu'ils sont privés de leur capacité de travailler. Apparaît ainsi que l'agir-ensemble et l'œuvrer ne requièrent pas comme préalable que la condition du travail soit remplie. Outre la révision que cela implique de la hiérarchie des besoins ou des conditions de l'existence humaine, cela nous apprend que la liberté est le premier des biens et l'égalité le premier bénéfice de son exercice. C'est toute une leçon de philosophie politique que livrent à leur manière et sans intention de la délivrer les exilés confrontés aux pires conditions de la vie. Voilà ce qui ressort à mes yeux de cette expérience.

M.-C. S.-Y. – Peut-on véritablement parler d'un « agir-ensemble » ? L'agir collectif est-il autre que circonstanciel pour les exilés, fruit de la nécessité de s'organiser ensemble dans le camp si l'on veut y survivre ?

É. T. – Il y a un agir collectif, le tout est de bien le saisir dans ses différentes déclinaisons. Il y a d'abord une organisation inchoative mais réelle de la vie collective dans le campement avec des lieux, des voies de circulation, des commerces, des services, etc., et tout cela se fait ensemble mais sans qu'il y ait d'autorité publique pour organiser l'ensemble, donc par assemblages et arrangements entre individus et surtout entre groupes (« nationaux » pour la plupart). Il y a ensuite l'établissement de règles assez strictes et donc de « pouvoirs » contraignants dans l'organisation des tentatives de passage. J'avais été impressionné par la lecture de la description que Smaïn Laacher avait faite de la vie dans la forêt à la frontière de Ceuta et là ce serait intéressant, peut-être est-ce fait d'ailleurs, de disposer d'une étude précise de l'organisation de la vie collective et des jeux de pouvoir dans ces communautés précaires mais fortement hiérarchisées. Et il y a les initiatives collectives aléatoires, éphémères, et les solidarités qui viennent compenser les rivalités et les luttes qui ne manquent pas de survenir. D'où à la question de savoir si cet agir est autre que circonstanciel, j'ai envie de répondre que tout agir l'est ou que c'est cette forme de l'agir qui m'intéresse particulièrement. Sans vouloir élaborer un « idéal-type », il y a aussi un agir circonstanciel dans Nuit Debout, par exemple. Mon intérêt,

qui tient à ma fréquentation de la pensée d'Arendt, porte sur ce rapport entre les formes de l'action collective et la contingence des circonstances qui la suscitent.

M.-C. S.-Y. – Tu présentes la puissance d'action des exilés et, selon toi, sa positivité réside également dans le non enracinement. Toutefois cette positivité est-elle autre chose qu'une construction ? Car il est difficile de penser la migration et le déplacement des exilés sans penser l'enracinement et la nécessité de s'inscrire dans un territoire d'accueil. N'est-ce pas cette volonté d'ancrage qui motive le déplacement ?

É. T. – D'un côté je ne pense pas qu'on puisse imaginer une vie sans ancrages ou sans appartenances ; et d'un autre je ne peux pas admettre qu'au nom de cet enracinement, de ces appartenances, de ces ancrages, on valorise tout ce qui fait à l'inverse du migrant une figure malheureuse (victime), dangereuse (criminel en puissance), perverse (diabolique par ce que contredisant l'ordre des appartenances, des « apatriements », etc.). Ne peut-on penser que les migrants veulent s'installer, désirent s'enraciner en un certain sens, mais que cela ne signifie pas que la condition humaine s'épuise dans cet enracinement et ces appartenances qui n'en sont qu'un moment ou un passage obligé mais pas final ? Donc oui c'est une construction, mais dans un dispositif argumentatif à visée « politique » et pas simplement « scientifique ».

*

On citera, sur l'expérience de Calais à laquelle É. Tassin fait référence, différents compte rendus et critiques de la situation à Calais sur le blog : « La "jungle" et la ville » de Camille Louis et Étienne Tassin, <https://blogs.mediapart.fr/edition/la-jungle-et-la-ville>, ainsi que l'article « Philosophie et politique de la migration », *Raison Publique*, 2017/1(21) : 197-215.

Cet entretien inachevé, qui n'a pu être relu et précisé par Étienne Tassin, nous renseigne toutefois sur la subjectivité du philosophe et du citoyen. Étienne Tassin privilégie en effet l'action et sa dimension politique, à la fois dans l'analyse qu'il fait de la situation des réfugiés de Calais et dans les modalités de restitution de l'analyse, puisqu'il

se veut résolument engagé. Son engagement dans un monde commun qui s'édifie spécifiquement sur la scène de l'exil apparaît dans de multiples textes, dialogues et expériences, qui font écho à cet entretien.

Résumé :

Dans cet entretien avec M.-C. Saglio-Yatzimirsky, le philosophe Étienne Tassin revient sur son expérience de Calais et la manière dont il se positionne comme chercheur et citoyen face à l'exilé contemporain. En particulier il insiste sur l'effet des catégories, sur le rôle du chercheur philosophe qui combat les imaginaires convenus autour des exilés, et sur son engagement qui est un appel à l'agir-ensemble. Étienne Tassin, disparu le 6 janvier 2018 sans avoir pu achever cet entretien, livre ici quelques éléments de sa pensée puissante et originale, qui érige les subjectivités face à l'exil en philosophie de l'action.

Mots-clefs : Exilés, migrants, catégories, philosophie politique, imaginaires, action, agir ensemble.

Summary

The Philosopher and the Exile of Calais: Acting Together

In this interview with M.-C. Saglio-Yatzimirsky, the philosopher Étienne Tassin revisits his experience in Calais and how he positions himself as a researcher and a citizen on the issues of contemporary exiles. In particular, he insists on the effects of categorization, on the role of the researcher-philosopher who opposes the mainstream imaginaries surrounding the exiles, and on his commitment to act together. Étienne Tassin, who passed away on January 6, 2018 without having been able to complete this interview, offers here some insights of his powerful and original thought, which establishes the subjectivities of exile as part of his philosophy of action.

Key-words: Exiles, immigrants, categories, political philosophy, imaginary, action, acting.

* * *